

VAUBEL, Roland, et WILLETT, Thomas D. (Ed.). *The Political Economy of International Organizations : A Public Choice Approach*. Boulder (Col.), Westview Press, 1991, 319 p.

Pierre Martin

Volume 24, numéro 1, 1993

Migrations et relations transnationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703142ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703142ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, P. (1993). Compte rendu de [VAUBEL, Roland, et WILLETT, Thomas D. (Ed.). *The Political Economy of International Organizations : A Public Choice Approach*. Boulder (Col.), Westview Press, 1991, 319 p.] *Études internationales*, 24(1), 220–221. <https://doi.org/10.7202/703142ar>

*national Environmental Issues* de Peter Haas (1991) ou l'article de Barbara Jancar «Environmental Studies: State of the Discipline» dans *International Studies Notes*, (automne 1991/hiver 1992). Ayant eu recours à *Global Environmental Politics* pour un cours d'introduction aux relations internationales et à plusieurs de ces chapitres dans un cours sur les organisations internationales, je ne peux que recommander vivement ce livre. Toute personne intéressée par les questions environnementales et le futur de la coopération internationale y trouvera matière et contenu.

Lawrence T. Woods

Département de science politique  
Université Bishop, Lennoxville, Canada

VAUBEL, Roland, et WILLETT, Thomas D. (Ed.). *The Political Economy of International Organizations: A Public Choice Approach*. Boulder (Col.), Westview Press, 1991, 319 p.

Cet ouvrage est la plus récente de trois publications résultant d'une série de conférences tenues entre 1987 et 1989 sous le thème de l'intégration des approches économiques et politiques dans l'étude de l'économie politique internationale. Les auteurs sont pour la plupart des économistes et les contributions ont en commun l'application à l'étude des organisations internationales des théories et méthodes propres à la science économique. L'ouvrage comporte une partie consacrée à des essais théoriques et une autre consacrée à des applications de l'approche du *public choice* à l'étude d'organisations internationales.

À la vue du titre, certains lecteurs se demanderont peut-être s'il s'agit d'une autre tentative d'appropriation «hégémonique» par la science économique d'un champ d'étude jusque-là occupé avant tout par la science politique. D'autres s'attendront à y trouver une tendance excessive à la formalisation fondée sur des modèles économiques qui n'ont que peu à voir avec la nature fondamentalement politique des phénomènes étudiés. La lecture de ce collectif ne convertira pas les plus sceptiques, mais elle dissipera quelques-unes de ces craintes.

Les essais théoriques de la première partie démontrent bien comment l'approche du *public choice* n'est pas nécessairement un substitut aux théories des relations internationales, mais plutôt un complément utile qui apporte une perspective nouvelle sur certains problèmes. Les auteurs de différents textes insistent sur le statut de l'approche en tant que «cadre d'analyse» et non en tant que «théorie» au même titre que les théories d'inspiration réaliste, libérale ou marxiste (ou leurs variantes «néo»). Le caractère pluridisciplinaire des essais et études de cet ouvrage l'emporte donc sur toute prétention à l'hégémonie, ce qui n'est pas toujours le cas pour les tenants du *public choice*.

Le trait commun de la plupart des contributions est l'accent mis sur un certain individualisme méthodologique qui s'éloigne de l'accent porté habituellement par les spécialistes des organisations internationales sur les États, leur puissance relative et la nature de leurs intérêts. Toutefois, l'approche privilégiée par la plupart

des contributeurs ne passe pas sous silence les aspects spécifiquement politiques de l'action des agents en cause dans l'organisation internationale. Ceux-ci accordent une importance particulière, par exemple, à l'interaction entre l'action des États dans les organisations internationales et les contraintes politiques auxquelles font face les politiciens et les bureaucrates qui mènent concrètement ces actions.

Loin d'éloigner les aspects politiques du champ d'étude, cette perspective «réductionniste» permet de dégager une image plus complète des motivations politiques et économiques qui animent les acteurs internationaux. Un exemple particulièrement intéressant de cette interaction est exposé par Roland Vaubel dans son chapitre théorique et dans son étude empirique du Fonds monétaire international, ainsi que dans des chapitres consacrés au GATT et à l'intégration européenne : les gouvernements ont un intérêt certain à confier à des organismes internationaux les décisions impopulaires et le travail «salissant» pour lesquels les retombées électorales seraient, à coup sûr, défavorables.

Finalement, les contributeurs de ce collectif ont su limiter à un minimum le recours aux modèles mathématiques formels, ce qui rend les textes accessibles à la plupart des spécialistes des relations internationales. Cet ouvrage, particulièrement sa partie théorique, sera très utile dans le cadre de séminaires aux cycles supérieurs sur les théories des relations internationales ou les organisations internationales. Les textes ne sont toutefois pas suffisam-

ment accessibles pour en recommander l'usage au premier cycle.

Pierre MARTIN

*Département de science politique  
Université de Montréal*

## ÉCONOMIE INTERNATIONALE

ALBERT, Michel. *Capitalisme contre capitalisme*. Paris, Éditions du Seuil, Coll. «L'Histoire immédiate», 1991, 320 p.

Le livre de M. Albert est bien documenté et très intéressant. Son auteur, qui fut en France Commissaire général au Plan, puis Président des Assurances Générales, est certainement l'un des meilleurs spécialistes actuels de la politique économique. Il est donc normal qu'il ait étudié les suites de la faillite de ce qu'il est convenu d'appeler, à l'encontre de toute logique marxoléniniste, les États communistes.

Deux idées de base pour cette étude : primo le communisme, en tant que système économique-politique, s'est effondré irrévocablement ; secundo dès lors le seul choix qui demeure est entre les diverses formes du seul système viable : le capitalisme.

Et M. Albert étaye ses opinions de données statistiques récentes et de commentaires bienvenus. Et ce, fort bien mais peut-être trop bien car on peut se demander si la lumière ainsi apportée éclaire plus qu'elle n'aveugle.

En ce qui concerne le premier thème : mort du communisme, l'avis de décès peut sembler quelque peu prématuré. Certes, il y a une école